

Ukraine : comprendre la résistance

Hervé Amiot

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/2 Été**, PAGES 11 À 23

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.222.0011

Date de mise en ligne : 13/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-2-page-11?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 9

dossier

UKRAINE : ENTRE DEUX PAIX ?



Ukraine : comprendre la résistance

Par **Hervé Amiot**

Hervé Amiot, ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de géographie, est doctorant à l'université Bordeaux-Montaigne et chargé d'enseignement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 n'a pas abouti au résultat escompté par Vladimir Poutine. Les troupes russes ont en effet été confrontées à une forte résistance de l'armée ukrainienne et, plus largement, de la population. L'ampleur et l'efficacité de cette résistance peuvent être expliquées par le développement du sentiment national ukrainien depuis 2014 et par la mise en place, à partir de la même année, d'un réseau de volontaires lié au conflit dans le Donbass.

politique étrangère

Nombre d'observateurs ont été déconcertés par l'ampleur de l'attaque ouverte par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022, mais la résistance ukrainienne a encore plus surpris. Alors que les gouvernements occidentaux estimaient que Kiev risquait de tomber en quelques jours, submergée par l'offensive éclair de la Russie, les troupes russes n'ont en fait pas réussi à encercler la capitale et ont fini par se retirer du nord du pays à la fin avril.

Les faiblesses structurelles de l'armée russe et les problèmes logistiques rencontrés sur le terrain y sont probablement pour beaucoup, tout comme l'importante aide militaire fournie à l'Ukraine par les pays occidentaux. Mais parmi les explications majeures, on soulignera l'intensité de la résistance offerte par l'armée ukrainienne, par les groupes d'autodéfense constitués dès les premiers jours de l'invasion et par une grande partie de la population. De nombreuses images d'habitants insultant les troupes russes ou tentant de bloquer l'avancée de leurs tanks ont ainsi circulé sur les réseaux sociaux dès le début de la guerre. Comment expliquer l'ampleur de cette résistance ukrainienne ?

Sous-estimée *a priori* tant par les observateurs occidentaux que par les élites russes, celle-ci n'est pourtant pas étonnante si l'on considère les profondes recompositions de la société ukrainienne de ces huit dernières années, marquées par le mouvement de Maïdan, l'annexion de la Crimée, la guerre du Donbass et le tournant euro-atlantique des autorités.

2014 : la fin du *statu quo* postsoviétique

Le 24 août 1991, l'Ukraine devient indépendante dans les frontières de la République socialiste soviétique éponyme. Ses différentes régions sont héritières de trajectoires socio-historiques variées : au moment où le mouvement national ukrainien se développe, au début du XIX^e siècle, le territoire correspondant à l'Ukraine actuelle est partagé entre l'Autriche-Hongrie à l'ouest et l'Empire russe au centre et à l'est. Après la Première Guerre mondiale, la République socialiste soviétique d'Ukraine naît sur les territoires ukrainiens de l'Empire russe, tandis que la Galicie passe sous contrôle de la Pologne. Celle-ci n'est intégrée à l'Ukraine soviétique qu'en 1945.

Ces appartenances différenciées ont profondément influencé les structures socio-économiques (Ouest rural, Est urbain et industriel), les pratiques culturelles (usage de la langue ukrainienne plus réduit à l'Est, en raison des politiques de russification¹ et des migrations depuis la Russie) ou encore le rapport au passé (célébration des mouvements nationalistes de « libération » à l'Ouest, attachement aux mythes soviétiques à l'Est). Cette diversité se maintient après l'indépendance, se traduisant par des clivages de préférences politiques : en faveur des nationaux-démocrates et de l'orientation euro-atlantique à l'Ouest ; pour les élites post-soviétiques et le maintien des liens avec la Russie à l'Est².

Le maintien de la cohésion nationale dans les années 1990 et 2000

Ces différences ne remettent toutefois pas en cause la cohésion de l'Ukraine indépendante. Un *statu quo* pacifié se met alors en place, mêlant volonté de construire une nation indépendante, tournée vers l'Europe, et attachement au passé russo-soviétique.

Au niveau des autorités, le pays est dirigé par les élites issues de la *nomenklatura* soviétique, qui composent avec l'*intelligentsia* nationale-démocrate. Par exemple, l'ukrainien est instauré comme seule langue

1. Les années 1920 font exception : dans le cadre de la politique d'« indigénisation » (*korenizatsia*) menée par les autorités soviétiques, on assiste à une importante consolidation de la nation ukrainienne (valorisation de la langue et de la culture ukrainiennes, promotion d'Ukrainiens aux postes de direction). Staline y met brutalement fin dans les années 1930.

2. S. Birch, « Interpreting the Regional Effect in Ukrainian Politics », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 6, 2000, p. 1017-1041.

nationale ; dans le domaine mémoriel, le mythe de l'unification des peuples slaves par la Russie tsariste et soviétique est abandonné au profit d'un récit centré sur la lutte du peuple ukrainien pour son indépendance. Dans les faits, une marge de manœuvre est laissée aux autorités locales et les monuments aux héros soviétiques restent largement en place dans les villes du Centre et de l'Est³.

L'attitude ambivalente des autorités répond à celle d'une large fraction de la société ukrainienne, qui se traduit en pratiques et identifications hybrides héritées de la période soviétique⁴. La question linguistique l'illustre bien : si les recensements indiquent une séparation stricte entre une minorité russophone (30 % en 2001) et une majorité ukrainophone (68 %, en augmentation depuis 1989), la situation est plus complexe. Une partie des personnes ayant déclaré l'ukrainien comme langue maternelle est, dans la vie quotidienne, russophone ou bilingue⁵. Le bilinguisme, largement répandu et accepté en Ukraine, fait que les questions ethno-linguistiques n'ont jamais été un sujet de tension ou une menace à l'intégrité territoriale du pays. Les récriminations populaires qui ont alimenté les mouvements séparatistes en Crimée entre 1992 et 1995, puis dans le Donbass au printemps 2014, portaient avant tout sur la situation économique de ces régions, perçue comme menacée par les politiques du Centre⁶.

Un statu quo remis en cause par des forces internes et externes

À partir du milieu des années 2000, ces différences sont instrumentalisées par les élites politiques ukrainiennes. Dans le contexte des élections de 2004, le candidat du Parti des régions, Viktor Ianoukovytch, tente de discrediter son concurrent pro-européen Viktor Iouchtchenko en le décrivant comme un nationaliste représentant l'ouest du pays et menaçant les intérêts économiques, politiques et culturels des Ukrainiens du Donbass et du sud-est⁷. Une fois au pouvoir, Viktor Iouchtchenko remet lui aussi en cause le *statu quo* en promouvant un récit historique nationaliste⁸ et en

3. A. Portnov, « Memory Wars in Post-Soviet Ukraine (1991–2010) », in U. Blacker, A. Etkind et J. Fedor (dir.), *Memory and Theory in Eastern Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 233-254.

4. M. Riabchuk, « Ukraine: One State, Two Countries? », *Eurozine*, 16 septembre 2002, disponible sur : www.eurozine.com.

5. V. Kulyk, « Shedding Russianness, Recasting Ukrainianness: The Post-Euromaidan Dynamics of Ethno-national Identifications in Ukraine », *Post-Soviet Affairs*, vol. 34, n° 2-3, 2018, p. 119-138.

6. E. Giuliano, « Who Supported Separatism in Donbas? Ethnicity and Popular Opinion at the Start of the Ukraine Crisis », *Post-Soviet Affairs*, vol. 34, n° 2-3, 2018, p. 158-178.

7. T. Zhurzhenko, « A Divided Nation? Reconsidering the Role of Identity Politics in the Ukraine Crisis », *Die Friedens-Warte*, vol. 89, n° 1-2, 2014, p. 249-267.

8. Avec, par exemple, la réhabilitation de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, avait combattu les Soviétiques, puis les Allemands, tout en se livrant à des massacres de populations polonaises en Volhynie.

rapprochant l'Ukraine de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cette réification des différences Est/Ouest s'accroît encore lors des élections présidentielles de 2010 – remportées par Ianoukovytch – et législatives de 2012.

Le *statu quo* postsoviétique est également remis en cause par des facteurs externes. Alors que l'Ukraine, au vu de son commerce extérieur⁹ ou des liens humains¹⁰, est très proche de la Russie dans les années 2000, l'Union européenne (UE) lance le Partenariat oriental de la Politique européenne de voisinage en 2009, qui vise à associer l'Ukraine à un espace économique et réglementaire européen. Sur le plan militaire, l'OTAN

Une intrusion dans l'« étranger proche » de la Russie

s'étend vers l'Est : après l'adhésion des anciennes démocraties populaires et des États baltes en 1999 et 2004, le sommet de Bucarest décide que l'Ukraine et la Géorgie « deviendraient membres » de l'Alliance. La Russie répond de deux manières à ce qu'elle considère comme une intrusion dans son « étranger proche ». D'abord par des projets d'intégration régionale concurrents (Union économique eurasiatique) ou des instruments d'influence culturelle auprès des populations russes et russophones (fondation Russkiy Mir, créée en 2007). Ensuite par une politique de puissance qui s'exprime par des pressions sur le transit gazier, des interventions militaires directes (comme en Géorgie en août 2008) ou le financement d'organisations pro-russes, par exemple en Crimée¹¹ à la fin des années 2000.

La conjonction de ces facteurs aboutit à la remise en cause de l'intégrité territoriale de l'Ukraine au printemps 2014. Le renversement du président Ianoukovytch par le mouvement de Maïdan entraîne des réactions de rejet dans le sud et l'est du pays, alimentées par un discours politico-médiatique russe qui insiste sur sa composante ultranationaliste¹². L'annexion de la Crimée, préparée par l'intervention de soldats russes sans insignes, est effective au mois de mars. À Odessa, Kharkiv et dans de nombreuses localités des régions de Donetsk et Louhansk, des mouvements anti-Maïdan et pro-russes voient le jour et tentent de s'emparer de

9. En 2000, la Russie représente plus d'un tiers des importations et des exportations ukrainiennes. Données disponibles sur : <https://oec.world>.

10. En 2000, la Russie est de loin le premier pays possédant le plus d'individus nés en Ukraine (3,5 millions), aux côtés d'autres pays d'ex-URSS, cf. « International Migrant Stock », ONU, Département des affaires économiques et sociales, division de la population, 2019.

11. E. Mizrokhi, « Russian "Separatism" in Crimea and NATO: Ukraine's Big Hope, Russia's Grand Gamble », Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme, 2009.

12. A. Osipian, « Historical Myths, Enemy Images, and Regional Identity in the Donbass Insurgency (Spring 2014) », *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society*, vol. 1, n° 1, 2015, p. 109-140.

bâtiments administratifs. La sécession s'installe dans le Donbass début avril, où deux républiques séparatistes sont proclamées. Après vingt-trois ans de stabilité, l'Ukraine connaît des troubles majeurs.

De profondes reconfigurations des identités politiques et nationales depuis 2014

Hors Crimée et Donbass, la dynamique séparatiste ne prend pas. Le projet des séparatistes et des élites politiques russes était pourtant la sécession de la *Novorossia* (Nouvelle-Russie), territoire composé des huit régions orientales et méridionales de l'Ukraine, considéré comme russe sur le plan ethnoculturel. Si le Donbass a basculé dans le séparatisme, en raison des particularités de ses structures socio-économiques (importance de l'activité minière) et d'un sentiment d'abandon par le pouvoir central – savamment entretenu par le clan Ianoukovytch et les élites économiques locales –, ce dernier n'a reçu que peu de soutien dans les autres *oblasts* du Sud et de l'Est.

Au-delà des différences de structures socio-économiques, de référentiels identitaires et d'intensité de l'activisme russe, la principale raison de l'échec du séparatisme à Kharkiv, Dnipropetrovsk ou Zaporijia réside dans le positionnement stratégique des élites économiques et politiques locales¹³, ainsi que dans l'activisme d'une minorité pro-Maïdan en faveur du maintien de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'exemple de Dniepropetrovsk est emblématique : l'oligarque Igor Kolomoïsky, après s'être positionné dans le camp pro-Maïdan, est nommé gouverneur régional par le nouveau régime et contribue à financer des bataillons de défense territoriale destinés à combattre sur le front du Donbass.

La consolidation d'une majorité pro-ukrainienne

L'annexion de la Crimée et le séparatisme du Donbass vont avoir l'effet inverse de celui qui était recherché par la Russie. La première a bouleversé les repères de nombreux individus qui, jusqu'alors, ne pouvaient imaginer qu'un pays considéré comme amical porte atteinte aux frontières de l'Ukraine. L'événement entraîne une première vague d'engagements dans les bataillons de volontaires pour défendre l'intégrité territoriale¹⁴. Face à l'agitation séparatiste du printemps, certains Ukrainiens de l'Est et du Sud radicalisent certes leurs sentiments pro-russes, mais une majorité

13. Q. Buckholz, « The Dogs that Didn't Bark: Elite Preferences and the Failure of Separatism in Kharkiv and Dnipropetrovsk », *Problems of Post-Communism*, vol. 66, n° 3, 2019, p. 151-160.

14. A. Colin Lebedev, « Les combattants et les anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique », *Études de l'IRSEM*, n° 53, 2017, p. 11-100.

passé d'une certaine passivité à une véritable position de défense de l'intégrité du territoire ukrainien. La prolongation du conflit du Donbass, une succession de batailles meurtrières et les preuves croissantes de l'implication directe et indirecte de la Russie¹⁵ marquent la « fin de l'ambivalence » pour les Ukrainiens postsoviétiques¹⁶. Si l'on excepte une minorité pro-russe, la consolidation et la large diffusion d'une identité civique ukrainienne, basée sur la loyauté envers l'État et la défense des frontières de 1991, sont désormais réelles.

Ce changement des positionnements politiques est perceptible dans l'évolution de l'emblématique carte électorale de l'Ukraine, brandie depuis 2004 pour diviser un « Ouest » pro-européen et un « Est » pro-russe. Déjà amorcée aux présidentielles de 2014, la disparition du clivage se confirme en 2019 : Volodymyr Zelensky, tenant d'une ligne moins patriotique que Petro Porochenko mais attaché à l'intégration euro-atlantique du pays, arrive en tête dans une vaste majorité de circonscriptions, allant du centre-ouest au centre-est de l'Ukraine¹⁷.

Une reconfiguration des identités ethno-nationales

Parallèlement à la consolidation de ces positionnements pro-ukrainiens, on assiste à un mouvement plus lent et plus profond, gagnant en importance au fil des années : la diffusion de référentiels ethno-nationaux jusqu'alors surtout cantonnés à l'ouest de l'Ukraine et aux élites nationales-libérales.

Il s'agit d'abord de l'identification ethnolinguistique. Selon les données du Centre international de sociologie de Kiev, la part des individus s'auto-identifiant comme « Ukrainiens » et désignant l'ukrainien comme leur langue maternelle a augmenté¹⁸ entre 2012 et 2017, passant respectivement de 81 à 88 % et de 58 à 68 %. L'identification « russe » – en termes de nationalité et de langue maternelle – suit la trajectoire inverse, et les évolutions sont d'autant plus marquées au sud et à l'est de l'Ukraine (hors Crimée et Donbass, exclus des sondages). En outre, on observe une évolution récente en faveur d'un plus large usage quotidien de la langue ukrainienne et une diminution de l'usage exclusif du russe. Que ces résultats soient liés à une évolution réelle des pratiques ou à une plus grande

15. N. Mitrokhin, « Infiltration, Instruction, Invasion: Russia's War in the Donbass », *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society*, vol. 1, n° 1, 2015, p. 219-249.

16. M. Riabchuk, « Two Ukraines' Reconsidered: The End of Ukrainian Ambivalence? », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 15, n° 1, 2015, p. 138-156.

17. K. Ash et M. Shapovalov, « How Ukraine's New President Broke Down a Historic Divide », *The Washington Post*, 1^{er} mai 2019, disponible sur : www.washingtonpost.com.

18. V. Kulyk, « Shedding Russianness, Recasting Ukrainianness: The Post-Euromaidan Dynamics of Ethno-national Identifications in Ukraine », *op. cit.*

pression sociale pour déclarer un usage accru de l'ukrainien, ils témoignent d'une « dérusification par le bas » en marche.

Ce mouvement concerne aussi les référentiels historiques à la base de la construction nationale. Des figures et des symboles controversés du nationalisme ukrainien historique – comme Stepan Bandera, le drapeau rouge et noir ou le slogan *Gloire à la nation, mort aux ennemis*¹⁹ –, jusque-là surtout célébrés en Ukraine de l'ouest, sont de plus en plus acceptés par une large frange de la société ukrainienne et ont de ce fait perdu leur caractère radical²⁰.

La « dérusification par le bas » est en marche

Le rôle clé des « volontaires » et de l'État ukrainien

La politique de puissance de la Russie en Crimée et dans le Donbass est une des causes principales de cette évolution des positionnements et identités politiques. Il faut pourtant se garder de voir celle-ci comme un « réveil spontané » de la nation ukrainienne, et se pencher sur le rôle clé de certains entrepreneurs politiques.

Le mouvement de « volontaires », qui a émergé au moment de Maïdan et s'est amplifié aux premières heures du conflit du Donbass, a contribué à construire l'État – en revendiquant un contrôle sur les affaires intérieures – et la nation – dans un sens de rupture avec la Russie et l'héritage soviétique²¹. Bien que minoritaires dans certaines localités, notamment à l'est et au sud du pays, les groupes de volontaires, par leur expérience du front ou leur engagement civique et humanitaire, ont acquis une autorité morale auprès d'une grande partie de la population, leur permettant de peser sur le débat public.

Bien que les autorités jouissent d'un prestige bien moindre, leurs discours et leurs politiques influencent aussi la société. Au-delà d'un discours constant sur le « terrorisme » et l'« agression russe » dans le Donbass, d'importantes lois de « décommunisation » ont été votées en 2015, visant une rupture radicale avec le passé russo-soviétique. Si la politique linguistique a été plus prudente, la mise en place de quotas de

19. Dirigeant et symboles de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, mouvement créé en 1929 en Galicie (alors sous autorité polonaise), prônant le nationalisme intégral et l'action violente pour créer un État ukrainien indépendant. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle se scinde en deux branches qui collaborent dans un premier temps avec les Allemands, dans l'espoir d'obtenir l'indépendance, avant de les combattre.

20. A. Portnov, « Bandera Mythologies and Their Traps for Ukraine », *Open Democracy*, 22 juin 2016, disponible sur : www.opendemocracy.net.

21. A. Oleinik, « Volunteers in Ukraine: From Provision of Services to State- and Nation-Building », *Journal of Civil Society*, vol. 14, n° 4, 2018, p. 364-385.

programmes en langue ukrainienne à la radio et à la télévision impacte également la vie quotidienne des Ukrainiens.

Des compétences militaires et humanitaires développées en huit ans de guerre

La diffusion de positionnements politiques basés sur la distanciation avec la Russie explique le rejet massif des troupes russes fin février 2022, y compris dans les villes du sud et de l'est de l'Ukraine. Mais rejet ne signifie pas résistance. Si cette dernière atteint une telle ampleur, c'est qu'une partie de la société ukrainienne est mobilisée depuis huit ans par la guerre et les activités qui lui sont associées.

Des réseaux d'aide militaire et humanitaire réactivés

La rapidité et l'ampleur de la mobilisation militaire et humanitaire fin février 2022 s'expliquent d'abord par l'existence de réseaux de solidarité constitués en 2014. Certains d'entre eux ont été réactivés rapidement, tandis que d'autres n'avaient jamais cessé de fonctionner.

Euromaïdan (novembre 2013 – février 2014) avait déjà constitué un premier temps de mobilisation, rompant avec la relative inertie de la société civile ukrainienne avant 2013²². Les mobilisations citoyennes gagnent en ampleur avec l'annexion de la Crimée et le début de la guerre du Donbass. Face à la désorganisation de l'armée et l'incapacité de l'État à prendre en charge les conséquences humanitaires du conflit, des bataillons de volontaires se forment pour aller combattre les séparatistes, tandis que des groupes se créent pour approvisionner l'armée, les hôpitaux militaires et prendre en charge le traitement des blessés ou l'accueil des personnes déplacées.

Ces initiatives bénévoles ont émergé sur un mode largement informel, reposant d'une part sur des réseaux d'interconnaissance (famille, amis, collègues), d'autre part sur des solidarités locales. Les réseaux sociaux ont joué un rôle clé dans la mise en relation entre donateurs et groupes de volontaires²³. Progressivement, des relations d'interconnaissance et de confiance se sont tissées entre groupes de bénévoles, et entre la population locale et ces derniers. Lorsque les besoins réémergent en février 2022, les locaux savent qui contacter et où se rendre pour effectuer

22. V. Sereda, « "I Am a Man and an Active Citizen... I Did Not Betray my State!" Public Activism in Ukraine after Euromaidan », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 2, n° 2, 2018, p. 93-130.

23. R. Puglisi, « A People's Army. Civil Society as a Security Actor in Post-Maidan Ukraine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 2, n° 2, 2018, p. 205-234.

leurs dons, tandis que les bénévoles se coordonnent pour rendre leur action plus efficace.

Entre 2014 et 2022, certaines de ces initiatives bénévoles se sont structurées, parfois professionnalisées, acquérant une renommée nationale, voire internationale. Ces grandes associations ont joué un rôle important, aux côtés des réseaux informels, dans l'approvisionnement d'urgence en matériel militaire et médical dès le 24 février 2022. Les collectes de fonds de l'organisation non gouvernementale *Reviens vivant (Povernys' Zhhyvym)*, initiative d'aide à l'armée créée en mai 2014, ont été très largement relayées sur les réseaux sociaux et dans les médias internationaux dès le premier jour de l'invasion russe.

Ce sont enfin les réseaux de la diaspora ukrainienne, qui permettent aux bénévoles d'Ukraine d'augmenter quantitativement et qualitativement leurs ressources, qui sont réactivés dans le contexte actuel²⁴. L'association franco-ukrainienne Aide aux hôpitaux d'Ukraine a, par exemple, très rapidement mobilisé son réseau de donateurs en France (hôpitaux, EHPAD) et d'associations partenaires en Ukraine (chargées de réceptionner et redistribuer l'aide) pour envoyer des ambulances et du matériel médical dans des localités en proie aux combats.

Des savoir-faire développés depuis 2014

Dès le mouvement de Maïdan, dont la plupart des participants étaient des « citoyens ordinaires » sans expérience d'engagement préalable²⁵, un apprentissage des techniques d'autodéfense et d'auto-organisation (approvisionnements, soins aux blessés) a dû se faire. Il en va de même pour le conflit du Donbass, où de nombreux combattants volontaires n'avaient aucune expérience du maniement des armes. Dans le domaine « civil », les volontaires, au fil d'années de pratique, ont développé d'importants savoir-faire dans le domaine de l'approvisionnement militaire ou des secours aux blessés²⁶.

Ces savoir-faire sont aujourd'hui réactivés. Dans la diaspora ukrainienne de Paris, ce sont les individus et groupes habitués depuis huit ans

24. H. Amiot, « Une action politique pour des enjeux distants : spatialités des mobilisations ukrainiennes en France depuis le Maïdan », *L'Espace Politique*, vol. 40, n° 1, 21 octobre 2020, disponible sur : journals.openedition.org.

25. A. Goujon et I. Shukan, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire », *Politix*, vol. 112, n° 4, 2015, p. 33-57.

26. I. Shukan, « Émotions, liens affectifs et pratiques de soin en contexte de conflit armé. Les ressorts de l'engagement des femmes bénévoles dans l'assistance aux blessés militaires du Donbass », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 2, n° 2, 2018, p. 131-170.

à l'organisation de manifestations (demandes d'autorisation et logistique) qui tiennent, plusieurs fois par semaine depuis le 24 février, des rassemblements de soutien au peuple ukrainien. De même, celles et ceux qui ont une expérience de soutien à l'armée – du fait de leurs activités entre 2014 et 2016 – expliquent fréquemment sur les réseaux sociaux où se procurer du matériel militaire à meilleur prix ou quelles sont les différentes classes de gilets pare-balles à utiliser. En Ukraine, ce sont des volontaires aguerris depuis 2014 qui ont dirigé, dans les semaines précédant l'attaque russe de février 2022, des formations au maniement des armes à destination de la population civile.

Une société influencée par la guerre

Au-delà de la diffusion de savoir-faire militaires et paramilitaires, la prolongation du conflit du Donbass et du mouvement de volontaires qui lui est associé ont entraîné une certaine routinisation de la guerre, et sa pénétration au plus profond de la société ukrainienne²⁷.

D'une part, si le nombre de volontaires actifs – mesuré en termes de temps consacré à des activités bénévoles – est resté modeste, une vaste frange de la population ukrainienne a été impliquée indirectement dans le mouvement : 30 % de la population aurait aidé financièrement une ou plusieurs initiatives bénévoles entre 2014 et 2016²⁸. Au-delà, les volontaires ont contribué à diffuser dans la société la double idée de sacrifice et de possibilité de changement social par le bas.

D'autre part, les volontaires militaires et civils ont contribué à rendre la guerre présente dans l'espace public et politique. À Kharkiv, ville de l'est de l'Ukraine qui a failli basculer dans le séparatisme au printemps 2014, les volontaires pro-Maïdan ont par exemple installé une tente sur la place publique, qui a d'abord servi de point de collecte puis, ces dernières années, de marqueur symbolique du caractère ukrainien de la ville. Des commémorations des « défenseurs de l'Ukraine » tombés dans le Donbass sont régulièrement organisées, contribuant sans cesse à rappeler l'existence du conflit.

Comment l'Ukraine sortira-t-elle de la guerre ?

Les deux dynamiques évoquées – consolidation d'un sentiment national ukrainien et développement d'un vaste mouvement de volontaires lié au

27. I. Shukan, « De la résistance citoyenne en Ukraine », AOC, 3 mars 2022, disponible sur : <https://aoc.media>.

28. A. Oleinik (« Volunteers in Ukraine: From Provision of Services to State- and Nation-Building », *op. cit.*) exploite une enquête réalisée par l'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS) sur un échantillon représentation de 2 040 individus, en septembre 2016.

conflit depuis 2014 – expliquent l’ampleur de la résistance des Ukrainiens face à l’armée russe, et font qu’il est très difficile d’imaginer une issue rapide à la guerre. Quelles peuvent être les perspectives d’évolution de la situation militaire et politique pour l’Ukraine et les Ukrainiens ?

Sur le court terme : de quoi la Russie se contentera-t-elle ?

La première phase de l’offensive russe, visant des percées vers des villes majeures, n’a pas permis de prendre le contrôle de Kiev, ni de faire tomber le pouvoir ukrainien. Un mois après le début de l’« opération militaire », la Russie semble se concentrer sur un objectif de second ordre, dans l’est de l’Ukraine. Quel pourrait-il être ? *A minima*, étendre les républiques séparatistes dans leurs frontières revendiquées : celles des régions administratives de Donetsk et de Louhansk. Au maximum, établir une continuité territoriale entre le Donbass et la région séparatiste de Transnistrie, en Moldavie. Une solution intermédiaire serait de relier le Donbass et la Crimée, en consolidant l’emprise sur les régions de Kherson et Zaporijia. Mais même avec ces objectifs réduits, on peut s’interroger sur le contrôle de ces territoires. D’une part, en raison de la résistance de l’armée et des groupes d’autodéfense, les villes mettent du temps à tomber et subissent des bombardements de grande ampleur – Marioupol en offrant un exemple saisissant. Ensuite, la ligne de front du Donbass est consolidée depuis huit ans par l’armée ukrainienne, rendant une avancée frontale de la Russie plus difficile qu’ailleurs. Enfin, de grands mouvements de protestation émergent dans les villes occupées. Comment la Russie pourra-t-elle asseoir son autorité sur des populations qui lui sont hostiles ? Probablement par une répression brutale, comme cela a été le cas dans plusieurs localités de la région de Kiev fin mars.

Dans les villes occupées, de grands mouvements de protestation émergent

En dépit des difficultés militaires, il est difficile d’imaginer que Poutine puisse se retirer sans avoir obtenu, sinon des gains territoriaux, du moins un minimum de concessions du côté ukrainien : renonciation à l’adhésion à l’OTAN, statut de neutralité, reconnaissance des Républiques du Donbass, voire du rattachement de la Crimée à la Russie. Face à l’acharnement de la Russie sur les populations civiles, le président Zelensky sera peut-être amené à céder sur certains points. Mais la question du coût politique d’une telle négociation se pose. La popularité du président, qui battait de l’aile depuis un an, est remontée en flèche à partir du 24 février 2022. Zelensky s’est forgé une image de chef de guerre patriote qui lui avait toujours manqué face à ses opposants. Des concessions trop importantes à la Russie pourraient lui attirer les foudres du camp « patriotique », constitué du parti de l’ancien président Porochenko et d’une

fraction du mouvement des volontaires, prompt à brandir l'anathème de la « capitulation ».

Sur le long terme : une Ukraine et des Ukrainiens définitivement détachés de la Russie

Sur le long terme, il est hautement probable que la guerre actuelle parachève la rupture avec la Russie amorcée depuis 2014.

L'annexion de la Crimée, le soutien russe aux séparatistes du Donbass et le tournant pro-européen des gouvernements post-Maïdan avaient déjà entraîné une importante évolution des sentiments de la société ukrainienne vis-à-vis de l'UE et de l'OTAN²⁹, bien que des différences régionales subsistent en termes d'âge et de classe sociale. Dans ce contexte, l'invasion russe de 2022 pourrait sceller définitivement le désir d'orientation euro-atlantique des Ukrainiens³⁰. Mais il n'est pas dit que l'UE et l'OTAN accèdent aux demandes d'intégration de l'Ukraine. L'Alliance atlantique refuse par exemple l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne instamment demandée par l'Ukraine, de peur de s'engager dans une guerre de grande ampleur avec la Russie. Du côté de l'UE, alors que la Politique européenne de voisinage n'ouvrait sur aucune perspective d'adhésion, on peut se demander comment la candidature déposée le 28 février 2022 sera reçue. Même si l'Union engage une procédure d'adhésion, celle-ci ne peut aboutir qu'à l'issue d'un long processus d'adoption de l'acquis communautaire, bien loin de la demande d'intégration « sans délai » réclamée par Zelensky. Les éventuelles réticences et lenteurs des organisations euro-atlantiques à intégrer l'Ukraine entraîneront-elles à terme une déception, voire un sentiment d'injustice, susceptible de détourner les Ukrainiens de ces institutions, sur le modèle des relations entre les Turcs et l'UE³¹ ?

Enfin, alors que la révolution de Maïdan et le mouvement d'engagement pro-ukrainien qui l'a suivie ont constitué un « troisième temps fort »³² dans la rupture avec la Russie³³, le 24 février 2022 en marque

29. Selon le groupe Rating, la proportion des Ukrainiens qui voteraient « oui » à un référendum sur l'adhésion à l'UE est passée de 49 % en décembre 2013 à 62 % en novembre 2020. Pour l'intégration à l'OTAN, ces chiffres sont passés de 34 % en mars 2014 à 58 % en novembre 2021. Données disponibles sur : armyinform.com.ua.

30. Un sondage du groupe Rating, à la fin mars 2022, indique que le soutien des Ukrainiens à l'UE était passé à 91 %, et le soutien à l'OTAN à 68 %. Données disponibles sur : <https://ratinggroup.ua>.

31. D. Schmid, « De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne ? », *Politique étrangère*, vol. 75, n° 1, Ifri, 2010, p. 13-24.

32. Les deux premiers « temps forts » ont eu lieu en 1991 avec la fin de l'Union soviétique et en 2004 avec la « révolution orange ».

33. M. Riabchuk et A. Lushnycky, « Ukraine's Third Attempt », in V. Stepanenko et Y. Pylynskyi (dir.), *Ukraine after the Euromaidan: Challenges and Hopes*, Bern, Peter Lang, 2015, p. 47-58.

sans doute le quatrième et dernier. Le processus de refondation de l'unité nationale autour d'une séparation stricte et d'une opposition à la Russie, qui s'est approfondi depuis 2014, risque de gagner l'ensemble de la population. Rupture avec les mythes soviétiques, usage accru de la langue ukrainienne ou encore considération des Russes comme un peuple séparé des Ukrainiens, sont liés à la disparition progressive des générations nées et éduquées en Union soviétique, et largement accélérés par les bouleversements post-2014. La guerre de 2022, et en particulier les massacres perpétrés par l'armée russe, risquent de parachever ces évolutions et de leur donner un tournant plus radical : la défiance vis-à-vis de la Russie comme État, bien installée depuis 2014, pourrait se transformer en sentiment anti-russe – jusque-là peu présent –, au vu des sondages indiquant le soutien des Russes à l'« opération militaire » décidée par Vladimir Poutine³⁴.



Mots clés

Guerre en Ukraine
 Russie
 Donbass
 Nationalisme ukrainien

34. Données du Centre Levada, disponibles à l'adresse suivante : www.levada.ru.